
TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations pour le Code de conduite - Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Procédures pour les commandes subséquentes
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables
13. Clauses du Guide des CCUA

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances

Liste des annexes :

Annexe « A » - Énoncé des travaux
Annexe « B » - Base de paiement

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; et |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux et la Base de paiement.

2. Sommaire

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) veut établir des offres à commandes individuelles et régionales (OCIR) pour des services de contrôle de la qualité à divers emplacements à l'échelle de Terre-Neuve-et-Labrador.

Les travaux à exécuter dans le cadre de ces OCIR doit comprendre, entre autres : l'échantillonnage et les essais sur place du béton; l'échantillonnage et les essais de granulat de béton; la révision du mélange du béton; les préparations du mélange d'essai du béton et l'évaluation de la résistance à la compression du béton; l'échantillonnage et les essais du sol et des roches; les essais au porosimètre nucléaire; un laboratoire pour l'asphalte et les essais sur le terrain.

Il s'agit d'OCIR d'une durée de 2 ans, selon la demande. Une OC est une entente et non un marché. L'État se réserve le droit d'établir une offre à commandes avec plus d'un entrepreneur.

Quatre (4) OCIR distinctes peuvent être utilisées, une pour chaque des régions géographiques indiquées : l'Est, le Centre, l'Ouest et le Sud du Labrador, et le Labrador. Les offrants peuvent soumettre des taux pour une, plusieurs ou toutes les régions géographiques indiquées.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006, les offrants doivent fournir une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. De plus, chacun des individus inscrits sur la liste peut être tenu de remplir un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire.

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 **(2012-07-11)** Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de la section 01 - Code de conduite et attestations - offre, du document 2006 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

Les offrants doivent fournir, avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Si la liste n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des offres, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de fournir cette liste dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable. Les offrants doivent toujours fournir la liste des administrateurs avant l'émission d'une offre à commandes.

Le Canada peut, à tout moment, demander à l'offrant de fournir un formulaire de consentement dûment rempli et signé (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne inscrite sur la liste susmentionnée, et ce dans un délai précis. Le défaut de fournir le formulaire de consentement dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

Le texte du paragraphe 5 de la section 01 - Code de conduite et attestations - offre, du document 2006 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

L'offrant doit diligemment tenir à jour la liste, en informant le Canada, par écrit, de tout changement survenant au cours de la période de validité de l'offre. Il doit également fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants, au besoin. En outre, l'offrant devra diligemment tenir à jour la liste et fournir, au besoin, les formulaires de consentement au cours de la période de toute offre à commandes découlant de la présente demande d'offres à commandes (DOC) ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes.

1.1 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA M0019T **(2007-05-25)**, Prix et(ou) taux fermes.

Clause du Guide des CCUA M1004T **(2011-05-16)**, Condition du Matériel.

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur à Terre-Neuve-et-Labrador et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement, en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement. » Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement ». Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paieement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit. L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section II: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

Toutes les offres doivent être complétées dans plein et fournit tous les informations demandées dans la demande d'offre à commandes pour rendre capable l'évaluation pleine et complète.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Clause du Guide des CCUA M0220T (2007-05-25), Évaluation du prix.

1.2.2 Les offres seront évaluées en fonction du montant estimatif total le plus bas (TVH en sus) pour chaque région géographique. Les offrants peuvent soumettre une offre pour un ou tous les emplacements.

1.2.3 Les offrant devrait indiquer ci-dessous quelle régions géographiques qu'ils offrent sur :

_____ Région de l'Est

_____ Région du Centre

_____ Terre-Neuve-Ouest et Région du sud du Labrador

_____ Labrador

Reportez-vous à appendice « A », l'énoncé des travaux, pour les zones couvertes par chaque région.

1.2.4 Les offrant sont tenus de fournir un prix pour chaque article dans chaque table individuel portant sur les régions géographiques faisant partie de votre offre.

2. Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas pour chaque région géographique sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes. Un alternatif pourrait être aussi considéré pour chaque région géographique, être attribué sur le principe du droit de premier refus, comme exigé.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations pour le Code de conduite - Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

- 1.1 Les offrants doivent fournir, avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Si la liste n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des offres, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Les offrants doivent fournir la liste des administrateurs avant l'émission d'une offre à commandes. Le défaut de fournir cette liste dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

Le responsable de l'offre à commandes peut, à tout moment, demander à l'offrant de fournir un formulaire de consentement dûment rempli et signé (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229)

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne inscrite sur la liste susmentionnée, et ce dans un délai précis. Le défaut de fournir le formulaire de consentement dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1. Programme de contrats fédéraux - attestation

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de

moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'quit en matire d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- () est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus;
- () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

2.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« *période du paiement forfaitaire* » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période

du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« *pension* » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

Programme de réduction des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Attestation

En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offrant pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (**2012-07-16**), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de la section 11 - Code de conduite et attestations - Offre à commandes, du document 2005 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

Pendant toute la durée de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes, l'offrant doit diligemment tenir à jour la liste des noms de tous les individus qui sont administrateurs de l'offrant et envoyer un avis écrit au responsable de l'offre à commandes chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. A la demande du Canada, l'offrant doit également fournir les formulaires de consentement correspondants.

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du _____ au _____ (**être complété par TPSGC**).

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nikki Hoskins
Spécialiste de l'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)
Direction générale des approvisionnements
Direction de l'attribution des marchés immobiliers (DAMI)

C.P. 4600
10 Barter's Hill
St. John's (T.-N.-L.)
A1C 5T2

Téléphone : (709) 772-8192
Télécopieur : (709) 772-4603
Courriel : Nicole.Hoskins@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

4.3 Représentant de l'offrant (à remplir par l'offrant)

Nom: _____

Numéro de téléphone: _____

Numéro de télécopieur: _____

Adresse de courriel: _____

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

6. Procédures pour les commandes

Si Canada exerce sa droite pour attribuer une offre à commandes à plus qu'un entrepreneur pour chaque région géographique, le travail sera accordé à l'entrepreneur primaire dans chaque emplacement sur le principe du droit de premier refus.

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, ou une version électronique.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **25,000 \$** (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

9. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, **(être complété par TPSGC)** (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 **(2012-07-16)**, Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2035 **(2012-07-16)**, Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ **(insérer la date de l'offre)**.

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur à Terre-Neuve-et-Labrador et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

13. Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA M3800C G1005C **(2006-08-15)**, Estimation de coût.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2035 **(2012-07-16)**, Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de la section 41 - Code de conduite et attestations - contrat, du document 2035 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

Pendant toute la durée de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes, l'offrant doit diligemment tenir à jour la liste des noms de tous les individus qui sont administrateurs de l'offrant et envoyer un avis écrit au responsable de l'offre à commandes chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. A la demande du Canada, l'offrant doit également fournir les formulaires de consentement correspondants.

L'article 17, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2035 **(2012-07-16)**, Conditions générales - besoins plus complexes de services, ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe « B » - Base de paiement. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé, et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor (http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

4.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix.

4.3 Paiement unique

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique.

4.4 Clauses du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client.

4.5 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

5. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6. Assurances

Clause du Guide des CCUA G1005C (2008-05-12), Assurances.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe « A »
ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(10 pages, comme attaché ci-dessous)

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe « B »
BASE DE PAIEMENT

(4 pages, comme attaché)

TABLEAU 1

EST DE TERRE-NEUVE - TERME DE DEUX-AN

Article	Type de travail, d'installation ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix estimatif total
1.a)	Ingénieur principal	Heure	50	\$	\$
1.b)	Technicien	Heure	100	\$	\$
2.a)	Prélèvement d'échantillons sur place et essais du béton et des matériaux rocheux, y compris tout le personnel, le matériel et les biens non durables				
	.1 Heures normales	Heure	250	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	50	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	20	\$	\$
2.b)	Carottage du béton, y compris tout le personnel, le matériel, les mèches, le coulis et les boulons d'ancrage				
	.1 Heures normales	Heure	40	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	10	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	10	\$	\$
3	Essais en laboratoire				
	.1 Éprouvettes de béton, y compris la cure, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	500	\$	\$
	.2 Carottes de béton, y compris la coupe, le rognage, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	20	\$	\$
	.3 Résistance en compression des cubes de mortier	Ch.	20	\$	\$
	.4 Analyse granulométrique des granulats	Ch.	10	\$	\$
	.5 Densité et absorption	Ch.	10	\$	\$
	.6 Stabilité de volume	Ch.	10	\$	\$
	.7 Abrasion dans l'appareil Los Angeles	Ch.	10	\$	\$
	.8 Numéro pétrographique	Ch.	5	\$	\$
	.9 Enrobé : stabilité Marshall (3 briquettes)	Ch.	5	\$	\$
	.10 Extraction et contenu en bitume	Ch.	5	\$	\$
	.11 Essai de compactage Proctor	Ch.	5	\$	\$
	.12 Teneur en humidité	Ch.	10	\$	\$
4	Porosimètre nucléaire	Jour	10	\$	\$
5	Frais de déplacement (provisaires)*	Montant forfaitaire			8 000,00
MONTANT ESTIMATIF TOTAL (TVH EN SUS)					\$

* Comme par le directive sur les voyages du Conseil du Trésor:

http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp

Les offres seront évaluées en fonction du montant estimatif total le plus bas (TVH en sus) pour chaque région géographique. Les offrans peuvent soumettre une offre pour un ou tous les emplacements. Les offrant sont tenus de fournir un prix pour chaque article dans chaque table individuel portant sur les régions géographiques faisant partie de votre offre.

TABLEAU 2**CENTRE DE TERRE-NEUVE - TERME DE DEUX-AN**

Article	Type de travail, d'installation ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix estimatif total
1.a)	Ingénieur principal	Heure	50	\$	\$
1.b)	Technicien	Heure	100	\$	\$
2.a)	Prélèvement d'échantillons sur place et essais du béton et des matériaux rocheux, y compris tout le personnel, le matériel et les biens non durables				
	.1 Heures normales	Heure	250	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	50	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	20	\$	\$
2.b)	Carottage du béton, y compris tout le personnel, le matériel, les mèches, le coulis et les boulons d'ancrage				
	.1 Heures normales	Heure	40	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	10	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	10	\$	\$
3	Essais en laboratoire				
	.1 Éprouvettes de béton, y compris la cure, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	500	\$	\$
	.2 Carottes de béton, y compris la coupe, le rognage, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	20	\$	\$
	.3 Résistance en compression des cubes de mortier	Ch.	20	\$	\$
	.4 Analyse granulométrique des granulats	Ch.	10	\$	\$
	.5 Densité et absorption	Ch.	10	\$	\$
	.6 Stabilité de volume	Ch.	10	\$	\$
	.7 Abrasion dans l'appareil Los Angeles	Ch.	10	\$	\$
	.8 Numéro pétrographique	Ch.	5	\$	\$
	.9 Enrobé : stabilité Marshall (3 briquettes)	Ch.	5	\$	\$
	.10 Extraction et contenu en bitume	Ch.	5	\$	\$
	.11 Essai de compactage Proctor	Ch.	5	\$	\$
	.12 Teneur en humidité	Ch.	10	\$	\$
4	Porosimètre nucléaire	Jour	10	\$	\$
5	Frais de déplacement (provisaires)*	Montant forfaitaire			8 000,00 \$
MONTANT ESTIMATIF TOTAL (TVH EN SUS)					\$

* Comme par le directive sur les voyages du Conseil du Trésor:

[Http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp)

Les offres seront évaluées en fonction du montant estimatif total le plus bas (TVH en sus) pour chaque région géographique. Les offrants peuvent soumettre une offre pour un ou tous les emplacements. Les offrant sont tenus de fournir un prix pour chaque article dans chaque table individuel portant sur les régions géographiques faisant partie de votre offre.

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TABLEAU 3**OUEST DE TERRE-NEUVE ET SUD DU LABRADOR - TERME DE DEUX-AN**

Article	Type de travail, d'installation ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix estimatif total
1.a)	Ingénieur principal	Heure	50	\$	\$
1.b)	Technicien	Heure	100	\$	\$
2.a)	Prélèvement d'échantillons sur place et essais du béton et des matériaux rocheux, y compris tout le personnel, le matériel et les biens non durables				
	.1 Heures normales	Heure	250	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	50	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	20	\$	\$
2.b)	Carottage du béton, y compris tout le personnel, le matériel, les mèches, le coulis et les boulons d'ancrage				
	.1 Heures normales	Heure	40	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	10	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	10	\$	\$
3	Essais en laboratoire				
	.1 Éprouvettes de béton, y compris la cure, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	500	\$	\$
	.2 Carottes de béton, y compris la coupe, le rognage, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	20	\$	\$
	.3 Résistance en compression des cubes de mortier	Ch.	20	\$	\$
	.4 Analyse granulométrique des granulats	Ch.	10	\$	\$
	.5 Densité et absorption	Ch.	10	\$	\$
	.6 Stabilité de volume	Ch.	10	\$	\$
	.7 Abrasion dans l'appareil Los Angeles	Ch.	10	\$	\$
	.8 Numéro pétrographique	Ch.	5	\$	\$
	.9 Enrobé : stabilité Marshall (3 briquettes)	Ch.	5	\$	\$
	.10 Extraction et contenu en bitume	Ch.	5	\$	\$
	.11 Essai de compactage Proctor	Ch.	5	\$	\$
	.12 Teneur en humidité	Ch.	10	\$	\$
4	Porosimètre nucléaire	Jour	10	\$	\$
5	Frais de déplacement (provisaires)*	Montant forfaitaire			\$ 8 000,00
MONTANT ESTIMATIF TOTAL (TVH EN SUS)					\$

* Comme par le directive sur les voyages du Conseil du Trésor:

[Http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp)

Les offres seront évaluées en fonction du montant estimatif total le plus bas (TVH en sus) pour chaque région géographique. Les offrans peuvent soumettre une offre pour un ou tous les emplacements. Les

Solicitation No. - N° de l'invitation

E0224-131889/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwd004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

E0224-131889

File No. - N° du dossier

PWD-2-35096

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

offrant sont tenus de fournir un prix pour chaque article dans chaque table individuel portant sur les régions géographiques faisant partie de votre offre.

TABLEAU 4

LABRADOR - TERME DE DEUX-AN

Article	Type de travail, d'installation ou de matériaux	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix estimatif total
1.a)	Ingénieur principal	Heure	50	\$	\$
1.b)	Technicien	Heure	100	\$	\$
2.a)	Prélèvement d'échantillons sur place et essais du béton et des matériaux rocheux, y compris tout le personnel, le matériel et les biens non durables				
	.1 Heures normales	Heure	250	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	50	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	20	\$	\$
2.b)	Carottage du béton, y compris tout le personnel, le matériel, les mèches, le coulis et les boulons d'ancrage				
	.1 Heures normales	Heure	40	\$	\$
	.2 Heures supplémentaires	Heure	10	\$	\$
	.3 Périodes d'attente	Heure	10	\$	\$
3	Essais en laboratoire				
	.1 Éprouvettes de béton, y compris la cure, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	500	\$	\$
	.2 Carottes de béton, y compris la coupe, le rognage, le chaperon et la résistance à la compression	Ch.	20	\$	\$
	.3 Résistance en compression des cubes de mortier	Ch.	20	\$	\$
	.4 Analyse granulométrique des granulats	Ch.	10	\$	\$
	.5 Densité et absorption	Ch.	10	\$	\$
	.6 Stabilité de volume	Ch.	10	\$	\$
	.7 Abrasion dans l'appareil Los Angeles	Ch.	10	\$	\$
	.8 Numéro pétrographique	Ch.	5	\$	\$
	.9 Enrobé : stabilité Marshall (3 briquettes)	Ch.	5	\$	\$
	.10 Extraction et contenu en bitume	Ch.	5	\$	\$
	.11 Essai de compactage Proctor	Ch.	5	\$	\$
	.12 Teneur en humidité	Ch.	10	\$	\$
4	Porosimètre nucléaire	Jour	10	\$	\$
5	Frais de déplacement (provisaires)*	Montant forfaitaire			18 000,00 \$
MONTANT ESTIMATIF TOTAL (TVH EN SUS)					\$

* Comme par le directive sur les voyages du Conseil du Trésor:

[Http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp](http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/menu-travel-voyage-fra.asp)

Les offres seront évaluées en fonction du montant estimatif total le plus bas (TVH en sus) pour chaque région géographique. Les offants peuvent soumettre une offre pour un ou tous les emplacements. Les offrant sont tenus de fournir un prix pour chaque article dans chaque table individuel portant sur les régions géographiques faisant partie de votre offre.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1.0 Généralités	2
2.0 Exigences en matière de santé et de sécurité	2
3.0 Exigences relatives aux essais	4
3.1 Prélèvement d'échantillons et essais du béton plastique sur place	4
3.2 Échantillonnage et essai préliminaire du béton et des matériaux rocheux conformément à la norme CAN/CSA-A23.2-04	5
3.3 Examen des formules de dosage du béton	5
3.4 Essai de la résistance à la compression des éprouvettes d'essai de béton coulé en place	5
3.5 Essais d'enrobé	6
3.6 Mesurage aux fins de paiement	6
4.0 Accréditation du laboratoire	9

Liste des appendices

Appendice A - Carte du secteur (Terre-Neuve-et-Labrador)

1.0 GÉNÉRALITÉS

1. La présente section spécifie les exigences en matière de services d'essais aux fins de contrôle de la qualité pour divers emplacements de Terre-Neuve-et-Labrador, qui sont indiqués dans le dessin SK-1 joint et qui se trouvent dans les régions suivantes :

1. **Est de Terre-Neuve** : à l'est de Clarendville et de Long Harbour (au bord de la baie Fortune), y compris la péninsule Burin.
2. **Centre de Terre-Neuve** : à l'est de, en incluant, Jackson's Arm et McCallum; à l'ouest de, en excluant, Clarendville et Long Harbour (au bord de la baie Fortune).
3. **Ouest de Terre-Neuve et sud du Labrador** : à l'ouest de, en excluant, McCallum, et au nord de, en excluant, Jackson's Arm (dans la péninsule Northern); dans le sud du Labrador au nord de, en incluant, L'Anse-au-Clair, et au sud de, en incluant, Cartwright.
4. **Labrador** : Goose Bay et environs. La côte du Labrador, au nord de, en excluant, Cartwright, et au sud de, en incluant, Nain.

Les emplacements se trouvent habituellement le long des côtes.

L'Expert-conseil sera responsable de tester la pertinence et la conformité des matériaux de construction avec les spécifications propres au projet, avant d'utiliser ces matériaux au cours des travaux. L'Expert-conseil fournira immédiatement, s'ils sont disponibles, les résultats des essais par courriel suivis d'une copie par télécopieur et d'une (1) copie originale de tous les résultats qui incluront, avec tous les renseignements connexes :

1. les résultats, sous forme de tableau, de tous les essais effectués au laboratoire et sur place;
2. une description du matériel et des méthodes utilisés pour exécuter le travail sur place et au laboratoire;
3. les recommandations basées sur les résultats des essais aux fins de conformité aux spécifications propres au projet, accompagnées d'explications sur les unités utilisées.

2.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

1. L'Expert-conseil concevra et mettra en oeuvre un plan de santé et de sécurité écrit et propre à l'emplacement, relativement aux travaux à effectuer dans le cadre du présent contrat. L'Expert-conseil assumera le rôle de l'Entrepreneur principal, tel qu'il est défini par les lois provinciales, si TPSGC n'a spécifié aucune autre personne, firme ou compagnie pour l'emplacement particulier. Le plan de santé et de sécurité sera alors modifié afin d'inclure les exigences en matière de santé et de sécurité de l'Entrepreneur principal.
-

2.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ (SUITE)

2. Le plan de santé et de sécurité sera conçu pour déterminer, évaluer et contrôler les risques en matière de santé et de sécurité et établir une procédure d'intervention d'urgence relative aux travaux à effectuer dans le cadre du présent contrat. Ce plan sera modifié pour inclure toutes les activités à l'emplacement, si l'Expert-conseil est l'Entrepreneur principal. Ce plan écrit sera particulier à l'emplacement et comprendra les éléments ci-après.
 - .1 Un protocole et une procédure d'évaluation des risques à mettre en oeuvre avant le début des travaux à un emplacement donné, au début de chaque jour de travail et immédiatement après qu'un nouveau risque sera détecté durant les travaux.
 - .2 Un plan de santé et de sécurité qui devra :
 - .1 contenir les résultats de l'évaluation des risques associés à l'exécution des travaux dans le cadre du présent contrat. L'évaluation s'étendra à tous les risques associés aux travaux effectués à un emplacement, si l'Expert-conseil est l'Entrepreneur principal;
 - .2 déterminer les contrôles techniques et administratifs (pratiques et méthodes de travail) à mettre en oeuvre pour gérer les risques signalés et potentiels, et respecter les lois fédérales et provinciales applicables;
 - .3 déterminer l'équipement de protection individuel conforme aux lois fédérales et provinciales applicables et requis pour gérer les risques qui ne peuvent pas l'être de façon raisonnable ou pratique par les contrôles techniques et administratifs;
 - .4 être modifié au besoin pour inclure les exigences relatives aux contrôles techniques et administratifs et à l'équipement de protection individuel de l'Entrepreneur principal, si l'Expert-conseil n'est pas l'Entrepreneur principal sur un chantier.
 3. Un plan d'intervention d'urgence qui établira les protocoles et la procédure d'intervention d'urgence en cas de matérialisation d'un risque détecté dans l'évaluation des risques.
 4. L'Expert-conseil réexaminera et modifiera périodiquement, au besoin, chaque composante du plan de santé et de sécurité, si un nouveau risque est détecté lors d'une évaluation des risques ou durant l'exécution des travaux et/ou si une erreur ou une omission est décelée dans toute partie du plan de santé et de sécurité. Toutes les exigences du plan de santé et de sécurité seront appliquées par chaque personne qui peut
-

2.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ (SUITE)

être affectée soit par un risque associé aux travaux reliés au présent contrat, soit par tous les risques liés à l'emplacement, si l'Expert-conseil est l'Entrepreneur principal.

4. L'Expert-conseil prendra toutes les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre immédiatement la procédure de fin des travaux ou toute exigence relative aux contrôles techniques et administratifs et à l'équipement de protection individuel, pour assurer la conformité avec le plan de santé et de sécurité du projet et les lois applicables.
5. Le plan de santé et de sécurité écrit et propre à l'emplacement sera soumis à TPSGC avant le début des travaux sur place. L'acceptation de ce plan par TPSGC servira seulement à reconnaître que l'Expert-conseil a soumis un tel plan, requis dans le cadre du présent contrat. En acceptant le plan de santé et de sécurité du projet, TPSGC ne fera aucune déclaration ni ne garantira son exactitude, son exhaustivité et sa conformité avec les lois. L'acceptation de ce plan par TPSGC ne dégage pas l'Expert-conseil de sa responsabilité en cas d'erreur ou d'omission.
6. Avant le début des travaux sur place, l'Expert-conseil doit confirmer par écrit que ses employés ont été informés des exigences, des risques potentiels et du plan de sécurité liés à l'emplacement.
7. Mesurage aux fins de paiement
 - .1 Tous les coûts associés à la présente section seront considérés d'une manière afférente aux prix unitaires de l'offre à commandes et ne seront pas mesurés aux fins de paiement.

3.0 EXIGENCES RELATIVES AUX ESSAIS

3.1 Prélèvement d'échantillons et essais du béton plastique sur place

- .1 Des échantillons de béton seront réservés à des fins d'essai conformément à la méthode d'essai CSA A23.2-1C.
 - .2 Des essais d'affaissement seront effectués conformément à la méthode d'essai CSA A23.2-5C.
 - .3 On déterminera la teneur en air conformément à l'une des méthodes d'essai CSA suivantes :
 - a) A23.2-7C;
 - b) A23.2-4C.
-

3.0 EXIGENCES RELATIVES AUX ESSAIS (SUITE)

3.1 Prélèvement d'échantillons et essais du béton plastique sur place (suite)

- .4 On fabriquera et effectuera la cure des échantillons de compression et d'essais du béton conformément à la méthode d'essai CSA A23.2-3C.
- .5 La température du mélange de béton plastique sera consignée.
- .6 Sur demande, le rendement du béton sera déterminé par la méthode d'essai CSA A23.2-6C.

3.2 Échantillonnage et essai préliminaire du béton et des matériaux rocheux conformément à la norme CAN/CSA-A23.2-04

- .1 Prélèvement d'échantillons de granulats destinés au béton (A23.2-1A).
- .2 Analyse granulométrique des granulats fins et grossiers (A23.2-2A).
- .3 Densité relative et absorption des granulats grossiers (A23.2-12A).
- .4 Stabilité de volume des granulats par l'utilisation de sulfate de magnésium (A23.2-9A).
- .5 Résistance à la dégradation des granulats fins et grossiers due à l'abrasion et aux impacts dans l'appareil Los Angeles (A23.2-16A et 17A).

3.3 Examen des formules de dosage du béton

- 1. Faire une analyse et des recommandations quant à l'acceptabilité du dosage du mélange de béton prêt à l'emploi standard. Fournir des commentaires sur l'acceptabilité de l'usage proposé de tout adjuvant. Soumettre à l'Expert-conseil les formules de dosage pour chaque emplacement tels que le Ministère les a reçues.
- 2. Préparer et tester des mélanges d'essais pour les emplacements exigés.

3.4 Essai de la résistance à la compression des éprouvettes d'essai de béton coulé en place

- 1. Conformément à la norme CAN/CSA-A23.2-04. Un (1) essai après sept (7) jours et deux (2) essais après vingt-huit (28) jours sont requis. L'Ingénieur peut
-

3.0 EXIGENCES RELATIVES AUX ESSAIS (SUITE)

effectuer des tests d'éprouvettes d'essai, d'air et d'affaissement. Sur demande, l'Expert-conseil peut effectuer sur place des tests d'éprouvettes d'essai, d'air, d'affaissement et de température.

3.5 Essais d'enrobé

1. Effectuer les essais d'enrobé selon les normes ASTM applicables.

3.6 Mesurage aux fins de paiement

1. Les services seront payés selon les quantités estimatives figurant dans le tableau des prix unitaires.
2. .1 Déplacements : Les déplacements seront payés conformément à la réglementation du gouvernement fédéral régissant les voyages au moment où ils s'effectueront. Les dépenses détaillées devront être ventilées sur une base quotidienne et comprendre les repas, les frais accessoires et l'hébergement. De plus, les factures devront indiquer les heures de départ et d'arrivée. Le montant total de l'offre comprendra une somme provisoire de 8 000,00 \$ (18 000 \$ pour le Labrador).

Nota : Au moment d'envoyer vos factures pour vous faire rembourser les articles de la présente section, indiquez les montants avant TVH. Donc, pour tout article énuméré ci-dessus pour lequel vous aurez payé la TVH, vous devrez déduire cette dernière lorsque vous enverrez les factures aux fins de remboursement.

- .2 Chaque région possède son centre des opérations comme suit :

1. **Est de Terre-Neuve** : St. John's.
2. **Centre de Terre-Neuve** : Gander.
3. **Ouest de Terre-Neuve et sud du Labrador** : Corner Brook (Terre-Neuve).
4. **Labrador** : Goose Bay.

Nota : Pour les régions accessibles par la route dans le sud du Labrador (soit entre L'Anse-au-Clair et Cartwright), tous les kilomètres et heures de travail seront comptés à partir de Corner Brook (Terre-Neuve). Pour l'accès aux régions côtières du Labrador non accessibles par la route (soit entre Cartwright et Nain), toutes les heures de travail seront comptées à partir de Goose Bay (Labrador). Le transport sera payé à la réception d'une facture par le centre des opérations de Goose Bay (Labrador). TPSGC déterminera le moyen de transport et l'emplacement au moment de l'inspection.

- .3 Pour chaque région accessible par la route, tous les kilomètres parcourus à destination et en provenance de l'emplacement seront comptés à partir du centre des opérations de la région donnée. Si un voyage d'inspection couvre plus d'un emplacement, les frais de déplacement seront égaux aux frais totaux de déplacement à destination et en provenance de chaque emplacement donné, selon la décision du Représentant du Ministère.
(Nota : Aucun paiement additionnel ne sera autorisé pour les véhicules de location, les produits pétroliers, les heures d'utilisation du véhicule et le transport aérien).
- .4 Le nombre d'heures passées aux essais sur place comprendra des temps raisonnables de déplacement vers l'emplacement et de retour à partir du centre des opérations de chaque région donnée.

3.0 EXIGENCES RELATIVES AUX ESSAIS (SUITE)

3.6 Mesurage aux fins de paiement (suite)

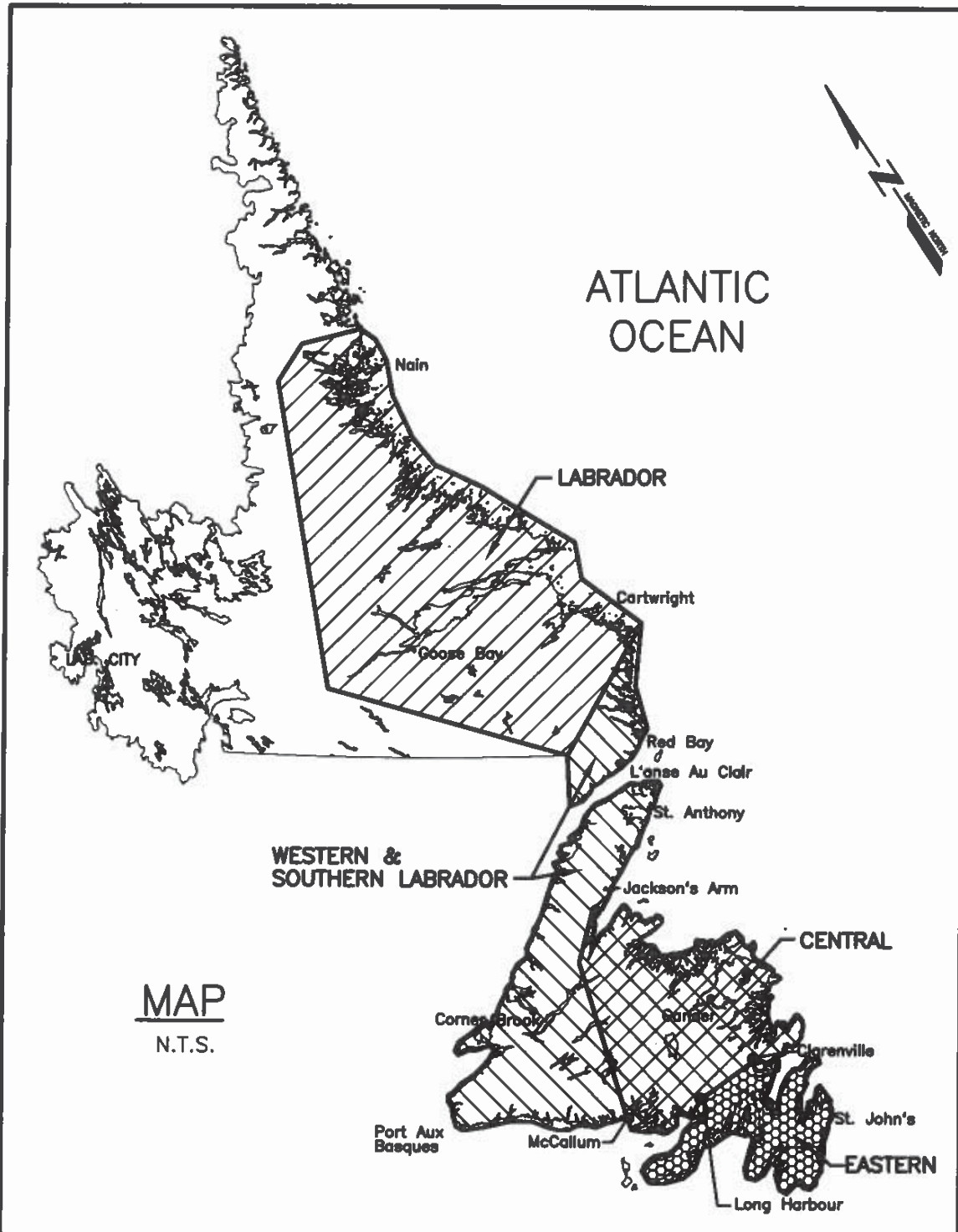
- .5 Un taux pour les heures supplémentaires s'appliquera aux heures de travail excédant huit (8) heures par jour, ou les samedis et les dimanches. Toutes les heures supplémentaires doivent être approuvées par le Représentant du Ministère avant d'être effectuées.
 - .6 Les périodes d'attente seront payées en fonction du temps passé à attendre sur place en raison de conditions météorologiques défavorables ou à la demande expresse de l'Ingénieur. Les périodes d'attente seront payées seulement sur autorisation préalable du Représentant du Ministère, à raison d'un maximum de huit (8) heures par jour, et comptées de façon que le total d'heures travaillées et d'attente ne dépasse pas huit (8) heures par jour. Les périodes d'attente ne seront pas autorisées avant l'arrivée à l'emplacement particulier.
 - .7 Aucun paiement distinct ne sera versé pour la production et l'examen des rapports sur les éprouvettes d'essai compressibles de béton. Les coûts associés à ces articles seront compris dans le prix unitaire de l'article 3.1, Éprouvettes de béton.

Nota : Les éprouvettes d'essai compressibles de béton coulé en place par l'Expert-conseil seront mises en caisses et livrées au laboratoire par l'Entrepreneur, sauf indication contraire de TPSGC.
 - .8 Aucun paiement distinct ne sera versé pour la production et l'examen de tous les autres rapports d'essais en laboratoire indiqués aux articles 3.2 à 3.12. Les coûts associés à ces articles seront compris dans le prix unitaire de chaque article particulier.
 - .9 Les renseignements additionnels (c.-à-d. l'interprétation et l'analyse) nécessitant les services d'un ingénieur principal et/ou d'un technicien seront payés au taux unitaire indiqué dans l'entente et préautorisés par écrit par le Représentant du Ministère.
 - .10 L'État se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer les quantités.
 - .11 Lorsqu'une facture provient du siège social et non de l'emplacement, indiquer par une signature qu'une vérification a été effectuée sur place.
-

4.0 ACCREDITATION DU LABORATOIRE

1. Les laboratoires d'essais répondant à cet appel de services doivent attester leur certification par un organisme accrédité conformément aux exigences de la norme A283 de la CSA ou par le Conseil canadien des normes. On doit soumettre un certificat d'accréditation à TPSGC avant l'attribution du contrat.
2. Mesurage aux fins de paiement
 - .1 Tous les coûts associés à la présente section seront considérés d'une manière afférente aux prix unitaires de l'offre à commandes et ne seront pas mesurés aux fins de paiement.

APPENDICE A
CARTE DU SECTEUR
(TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR)



Public Works and Government Services Canada Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		Drawing title Site Map		Titre du dessin PWGSC		conçu date JAN. 06	
project Quality Control Services Eastern, Central, Western & Labrador Regions		project project number		drawn D.S.		dessiné date JAN. 06	
		Tender PWGSC Project Manager		approved no. du projet		approved drawing no. SK-1	
				Soumission Administrateur de projets TPSGC		date no. du dessin	